



Cofinancé par
l'Union européenne

RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR



APPEL A PROJETS FEDER

Programme *Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes*
FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027

OS1 « Europe plus intelligente »

Osp 1.2 Tirer parti des avantages de la numérisation au bénéfice des citoyens, des entreprises, des organismes de recherche et des pouvoirs publics

« Améliorer l'efficacité de l'action publique par sa transformation numérique »

Dépôt des candidatures :

Les dates limites de dépôt font l'objet d'une information sur le site => europe.maregionsud.fr

*Le présent appel à projets se fonde sur la méthode et les critères de sélection
validés par le Comité de suivi interfonds du 12 décembre 2022*

Codification E-synergie :

Territoire :	Région SUD
Programme :	<i>Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et massif des Alpes FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027</i>
Codification :	PR01 - RSO1.2_NumériqueActionpublique : Améliorer l'efficienne de l'action publique par la mobilisation de solutions numériques innovantes.
Service Guichet :	<i>Guichet Service Innovation Recherche & Développement et Numérique (SIRDN)</i>
Appel à projets :	Transformation numérique des services publics

TABLE DES MATIERES

1. CONTEXTE.....	3
2. OBJECTIF(S) ET ACTION(S) SOUTENUE(S)	3
➤ 2.1 Objectifs :	3
➤ 2.2 Actions soutenues :	4
3. APPLICATION DE LA REGLEMENTATION SUR LES AIDES D'ETAT	5
4. CRITERES D'ELIGIBILITE DES OPERATIONS	5
➤ 4.1. Le Bénéficiaire	5
➤ 4.2 La thématique :	6
➤ 4.3 Le lieu de réalisation.....	6
➤ 4.4 Le démarrage de l'opération	6
➤ 4.5 Les critères d'éco-conditionnalité	6
5. CRITERES D'ELIGIBILITE DES DEPENSES ET DU PLAN DE FINANCEMENT	7
➤ 5.1 Le plan de financement	7
➤ 5.2. Les catégories de dépenses	7
6. LES CRITERES DE SELECTION DES PROJETS.....	9
7. LES INDICATEURS.....	10
Les indicateurs relatifs à cet appel à projets :	10
➤ 7.1 Indicateurs de réalisation :	10
➤ 7.2 Indicateurs de résultat :	11
8. LA PROCEDURE DE CANDIDATURE	12
➤ 8.1 Le calendrier de dépôt des dossiers	12
➤ 8.2 Le portail e-Synergie.....	12
➤ 8.3 Les documents de l'appel à projets.....	12
➤ 8.4 Les contacts et renseignements	12
9. LES MODALITES DE SELECTION	13
➤ 9.1 Recevabilité du dossier de demande de subvention.....	13
➤ 9.2 Instruction	13
➤ 9.3 Présentation en comité de programmation.....	13
➤ 9.4 Décision de l'autorité de gestion.....	13
10. MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION EUROPEENNE.....	14
11. LES OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES DES OPERATIONS SELECTIONNEES	14
➤ 11.1 Respect du principe de pérennité	14
➤ 11.2 Respect du droit applicable	14
➤ 11.3 Respect de la visibilité de la subvention européenne.....	15
➤ 11.4. Suivi comptable de l'opération	15
12. LES OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE GESTION	15
➤ 12.1 Respect de la confidentialité	15

1. CONTEXTE

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en tant qu'Autorité de Gestion des fonds européens, est responsable de la mise en œuvre du Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027.

Dans le cadre de ce programme, le présent appel à projets (AAP) relève de l'OS1 « *Europe plus intelligente* » et plus spécifiquement de l'OS1.2 « *Tirer parti des avantages de la numérisation au bénéfice des citoyens, des entreprises, des organismes de recherche et des pouvoirs publics* ».

L'accès à des services numériques performants est un facteur clé pour l'attractivité d'un territoire, qu'il s'agisse de développer ou d'assurer le maintien de sa population et de ses activités économiques. C'est pourquoi le soutien au développement des services et des usages numériques est essentiel afin d'améliorer l'efficacité de l'action publique et d'augmenter la compétitivité des entreprises au service de l'emploi.

En mobilisant cet objectif spécifique (OS1), la Région souhaite améliorer l'efficacité de l'action publique par la mobilisation de solutions numériques innovantes, cela au bénéfice du territoire et/ou des citoyens.

Cette intervention se fait en totale cohérence avec :

- le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII).
- la Stratégie Régionale pour des territoires numériques - 100% climat votée en décembre 2023.

Dans cette optique, la Région poursuit la dynamique engagée sur 2014-2020 tout en accentuant l'effet levier du FEDER sur cette nouvelle programmation, **en visant les projets numériques les plus structurants sur le territoire ou ayant un impact immédiat pour les citoyens.**

2. OBJECTIF(S) ET ACTION(S) SOUTENUE(S)

➤ 2.1 Objectifs :

L'objectif du présent appel à projets est de permettre aux acteurs publics de bâtir des « territoires intelligents » (ou « smart territoires »), c'est-à-dire des territoires capables de tirer le meilleur parti des technologies numériques pour délivrer aux usagers, en les y associant, des services optimisés répondant aux enjeux de développement économique et durable.

Aussi, il conviendra de démontrer le caractère structurant du projet sur le territoire, sa valeur ajoutée sur les publics ciblés ou encore la démarche mutualisée du projet (*inscription dans une démarche partenariale, mutualisation d'outils, de ressources, de moyens, au profit des petites et moyennes collectivités...*). Le projet devra également porter une dimension numérique responsable qui vise à réduire l'impact écologique et social.

Afin que l'impact de cet appel à projets soit large, l'ensemble des territoires de Provence-Alpes-Côte d'Azur dans leur diversité et leurs spécificités sont concernés, qu'ils soient métropolitains, péri-urbains, ruraux ou de massif.

Le montant indicatif de FEDER dédié à cet appel à projets est de **17,4 M€**

➤ 2.2 Actions soutenues :

Pour être éligibles, les projets devront permettre le déploiement de nouveaux services publics avancés via la mobilisation de solutions numériques ou l'amélioration substantielle grâce au numérique ¹ de services publics déjà existants.

Aussi, pour que le projet soit éligible :

- A la fin de l'opération, il devra permettre de délivrer un service public aux citoyens et/ou aux territoires qui sera avancé grâce à la mobilisation de solutions numériques.

ET

- Il devra être de qualité, durable et conforme à la réglementation sur la protection des données personnelles.

ET, afin de s'assurer de la cohérence du projet présenté, le porteur devra avoir identifié :

- 1) Un besoin,**
- 2) Des objectifs et des résultats (mesurables et atteignables),**
- 3) Un plan d'actions assorti de moyens adaptés (dont la temporalité : chaque projet est défini dans le temps avec dates de début, de fin et étapes clefs).**
- 4) Une méthode d'évaluation assortie d'indicateurs permettant d'évaluer au plus juste l'atteinte des objectifs fixés (Cf. point 7 – les indicateurs du présent AAP).**

Attention : chaque dossier déposé dans le cadre de cet AAP devra **porter sur un seul et unique projet**. Si le porteur identifie plusieurs projets potentiellement éligibles à cet AAP, il devra déposer une demande de financement FEDER pour chacun d'entre eux. A défaut, le périmètre de l'opération sera réduit à un seul projet lors de l'instruction. Exemple : si une commune porte un projet de monitoring d'aires de stationnement et un projet de numérisation de l'éclairage publique, elle devra déposer deux demandes de financement FEDER distinctes.

Les projets suivants ne seront pas éligibles :

1. Les services numériques basiques et standards uniquement, comme : *consultation internet, recherche d'informations, numérisation de documents, développement ou mise à jour d'un site internet, les services de billetterie ou achats de service en ligne, fonctionnalité de rappel.*
2. Les projets numériques, ou de numérisation, visant à moderniser des services publics déjà existants sans que cela n'aboutisse à une amélioration substantielle de ceux-ci. Dès lors, sont exclus tous projets couvrants :
 - a. Les changements ou les améliorations mineurs,
 - b. Le simple remplacement ou l'extension des équipements.
3. Les services numériques avancés à des entreprises et des consommateurs dans une visée commerciale ou encore les places de marché sur internet ou marketplaces
4. Les infrastructures de télécommunications grand public fixes et mobiles suivants : ADSL, FTTx, WiMax, 4G, 5G.
5. Les outils et systèmes numériques répondant aux seuls besoins internes (fonctionnels) des acteurs publics (*exemple : logiciel de gestion RH, de comptabilité, déploiement du télétravail etc.*) sans délivrance de services aux citoyens ou aux territoires.
6. Les laboratoires d'innovation ouverte (*type fab labs, living labs, etc.*).
7. Les actions de formation numérique/ le développement des compétences numériques.
8. La domotique sans système de gestion intelligente visant l'efficacité énergétique du bâtiment associé.

¹ La notion « d'amélioration substantielle » implique qu'à l'issue du projet, le service concerné disposera, a minima, de nouvelles fonctionnalités avancées que ce soit pour sa gestion (par l'Administration) ou sa finalité (service rendu).

3. APPLICATION DE LA REGLEMENTATION SUR LES AIDES D'ETAT

L'article 107 § 1 du traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) pose un principe d'interdiction des aides d'Etat : « *Sauf dérogations prévues par les traités, sont incompatibles avec le marché intérieur, dans la mesure où elles affectent les échanges entre Etats membres, les aides accordées par les Etats ou au moyen de ressources d'Etat sous quelque forme que ce soit qui faussent ou menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions.* »

Ainsi, lorsqu'elle accorde une subvention européenne, l'Autorité de gestion doit tout d'abord vérifier que l'aide accordée est compatible avec la réglementation sur les aides d'état.

En l'occurrence, dans le présent appel à projets, la majorité des financements FEDER accordés seront vraisemblablement considérés comme « hors aides d'état » dès lors qu'il pourra être démontré que le projet retenu, soit :

- Ne concerne pas une activité économique sur un marché donné ;
- S'inscrit pleinement dans une prérogative de puissance publique ;
- Ne fausse pas ou ne menace pas de fausser la concurrence, qu'il n'est pas susceptible d'affecter les échanges entre Etats membres, notamment au regard de son caractère « purement local ».

Si toutefois tel n'était pas le cas, il s'agira d'une aide d'Etat. Quatre critères permettent de qualifier une aide publique d'« aide d'Etat » :

1. L'aide publique est accordée à une « entreprise » au sens du droit de l'Union soit : **toute entité exerçant une activité économique, indépendamment de son statut juridique, c'est-à-dire toute activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché donné.**
2. Elle est imputable à l'Etat ou consomme des ressources d'Etat ;
3. Elle procure à cette entreprise un avantage sélectif ;
4. Elle affecte ou est susceptible d'affecter les échanges entre Etats membres et la concurrence.

La Commission européenne a adopté une communication relative à la notion d'« aide d'Etat » (2016/C 262/01, J.O. C 262 du 19.07.2016) qui apporte des précisions sur les principaux concepts liés à cette notion.

L'Autorité de gestion devra alors vérifier la compatibilité de l'aide avec le droit de l'Union européenne en matière d'aides d'Etat et certainement appliquer, lorsque cela est possible :

- Soit le règlement de minimis,
- Soit un règlement SIEG,
- Soit régime exempté de notification adopté sur la base d'un règlement d'exemption (infrastructures locales, etc.)

4. CRITERES D'ELIGIBILITE DES OPERATIONS

Les critères d'éligibilité des opérations sont cumulatifs. Une opération ne répondant pas à l'un de ces critères est inéligible. Ces critères portent sur :

➤ 4.1. Le Bénéficiaire

La structure qui répond à l'appel à projets est dénommée « bénéficiaire ».

Liste des bénéficiaires éligibles :

- Les collectivités territoriales et leurs groupements (*dont notamment les établissements publics de coopération locale : syndicat mixte ouvert ou fermé & les établissements publics de coopération intercommunale : EPCI*),
- Les établissements publics,
- Les sociétés d'économie mixtes.

Capacité financière du bénéficiaire²

La subvention européenne intervenant sur la base du remboursement de dépenses engagées et payées, tout bénéficiaire doit disposer de la capacité financière/trésorerie pour réaliser l'opération subventionnée.

Afin d'assurer l'efficacité et la plus-value des opérations soutenues par les fonds européens, celles-ci doivent obéir aux principes de pérennité, de viabilité de l'opération et de non-délocalisation. Ainsi, le bénéficiaire doit disposer des ressources financières et des mécanismes de financement nécessaires pour couvrir les frais d'exploitation et d'entretien pour les opérations comprenant des investissements en infrastructures ou des investissements productifs de manière à garantir leur viabilité financière.

- Bénéficiaire chef de file et partenaires :

Le montage en opération collaborative³ (*opération de coopération entre un chef de file, qui est bénéficiaire, et d'autres partenaires qui contribuent chacun à sa réalisation et perçoivent une partie de la subvention européenne accordée au prorata des actions réalisées et des dépenses engagées et payées*) est exclu.

Ainsi, **la demande d'aide doit être déposée par l'entité qui porte le projet et réalise les dépenses**. En cas de partenariat, chaque partenaire souhaitant solliciter le FEDER doit alors déposer, en son nom propre, une demande de subvention.

N.B : En cas de portage partenarial, il est important de clarifier sur le plan juridique les liens entre les parties prenantes. Pour vous aider à qualifier vos relations, nous vous invitons à regarder les documents suivants :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/MP-et-autres-contrats-et/> et

<https://www.economie.gouv.fr/daj/contrats-entre-entites-secteur-public-2019-2> ou encore

<https://www.economie.gouv.fr/daj/coordination-achats-2016>

➤ **4.2 La thématique :**

Une opération est éligible si elle répond aux critères définis aux paragraphes 2.1, 2.2 du présent appel.

➤ **4.3 Le lieu de réalisation**

Une opération est éligible lorsqu'elle est réalisée sur ou au bénéfice du territoire régional Provence-Alpes-Côte d'Azur.

➤ **4.4 Le démarrage de l'opération**

La durée prévisionnelle de l'opération (réalisation de l'opération et paiement des factures afférentes) ne devra pas excéder 36 mois à compter de son démarrage effectif, soit le début d'exécution physique de l'opération.

Une opération peut avoir commencé avant le dépôt de la demande de subvention européenne. Néanmoins, seront considérés comme inéligibles :

- les projets achevés à la date de la demande de subvention, que les paiements s'y rapportant aient été ou non effectués,
- les projets soumis au principe d'incitativité (réglementation applicable en matière d'aide d'Etat) et qui auraient connu un début d'exécution antérieur à toute demande formalisée d'aide publique.

➤ **4.5 Les critères d'éco-conditionnalité**

Dans le respect des articles 9 et 73 du règlement portant dispositions communes (RPDC) et afin de sélectionner des projets qui ne causent pas de préjudice important à l'environnement, l'autorité de gestion

² Article 73.2 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

³ Article 2 du décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027.

doit évaluer les incidences environnementales des projets. En effet, les opérations pour être éligibles ne doivent pas porter de préjudice important à l'environnement. Cela se détermine via une évaluation des incidences environnementales.

Pour cela, le bénéficiaire doit compléter l'ANNEXE 4_ CRITERES D'ECO-CONDITIONNALITE prévue à cet effet et fournir les pièces justificatives probantes dans le dossier de demande de subvention.

5. CRITERES D'ELIGIBILITE DES DEPENSES ET DU PLAN DE FINANCEMENT

➤ 5.1 Le plan de financement

Coût total éligible et taux de cofinancement FEDER

Les projets éligibles sont ceux dont le montant FEDER mobilisé est égal ou supérieur à **125 000 € HT**.

Le taux de cofinancement FEDER peut aller jusqu'à **60 %** du coût total éligible.

Le montant et le taux de cofinancement du FEDER pouvant être accordés à l'opération dépendront le cas échéant :

- Du montant des contreparties nationales publiques apportées à l'opération.
- Du taux maximum d'aides publiques autorisé par la réglementation européenne et nationale sur les aides d'Etat.
- Du taux minimal d'autofinancement exigé par les réglementations européennes et nationales.

Le respect de ces taux, de ces seuils et de ces plafonds sera vérifié au moment du dépôt de la demande et, à l'issue de l'instruction du dossier après ajustement éventuel du plan de financement.

➤ 5.2. Les catégories de dépenses

Afin d'établir sa candidature, le candidat doit se reporter au Guide du candidat pour prendre connaissance de l'ensemble des conditions et règles applicables à l'éligibilité des dépenses, ainsi qu'à leurs modalités de présentation et de justification.

Parmi celles-ci, il est rappelé à titre indicatif que :

- Le porteur de projet doit prouver par tout moyen le caractère raisonnable des dépenses engagées au titre du projet : politique d'achat existante si l'entreprise en est dotée d'une, catalogue de prix, devis comparatifs, anciennes factures similaires, copies d'écran...
 - Les actions engagées par le porteur de projet doivent respecter les obligations européennes de publicité.
- Pour plus d'informations : <https://europe.maregionsud.fr/documents-cles/documents-cles-2021-2027/communiquer-sur-la-periode-2021-2027>

Les dépenses éligibles constituent le coût total éligible du projet. Elles doivent être :

- Liées au projet ;
- Prévues dans le plan de financement du projet ;
- Présentées Hors Taxes ;

Elles doivent également être **engagées et payées** dans le calendrier prévisionnel d'exécution de l'opération et dans tous les cas entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2029, dates réglementaires d'éligibilité des dépenses.

➔ **COUTS DIRECTS** : les dépenses éligibles doivent figurer parmi les catégories suivantes :

1. **Dépenses d'investissement en actif corporels et incorporels.**
2. **Dépenses de prestations pour la mise en œuvre de votre projet numérique :**

Coûts de garantie	La <u>garantie constructeur</u> incluse dans l'acquisition du matériel est éligible . En revanche, tout frais relatif à une <u>extension de garantie</u> est inéligible .
Coûts de maintenance, location de licences (SaaS), location d'espace de stockage, conseils, prestations liées au déploiement du service.	Ces coûts sont éligibles lorsqu'ils sont pleinement nécessaires à la réalisation du projet, et au prorata de sa durée de réalisation .

⚠ Attention, les coûts directs éligibles doivent bien être distinguables des coûts inéligibles. A défaut, l'intégralité de la dépense présentée sera écartée.

Focus procédure d'achat :

Un maximum de 10 marchés sera éligible par dossier. Ce point sera contrôlé à l'instruction et à la certification des dépenses. A noter que :

- Pour les marchés allotis et subséquents : 1 lot = 1 contrat = 1 marché & 1 marché subséquent = 1 marché.
- 1 marché sans publicité ni mise en concurrence préalable = 1 marché
- 1 marché passé via groupement de commande = 1 marché
- 1 achat passé via centrale d'achats = 1 marché

Dans vos procédures d'achat, attention à distinguer les lignes de dépense dans le BPU ou DPGF. En effet, comme évoqué ci-haut, les coûts directs éligibles doivent bien être distinguables des coûts inéligibles. A défaut, l'intégralité de la dépense présentée sera écartée.

Exemple :

- Des travaux visant à changer par exemple les candélabres du parc d'éclairage public (inéligibles - renouvellement), les coûts relatifs à la numérisation du parc (éligibles) devront être bien distincts dans le BPU ou DPGF. Si les lots couvrent à la fois l'installation du candélabre et la pose d'une horloge intelligente sans distinction possible des coûts, l'entièreté de la dépense sera considérée comme inéligible.

➔ **COUTS INDIRECTS : Option de coût simplifié (OCS) :**

Sur cet AAP et en conformité avec l'article 54.a du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil, **les coûts indirects** sont pris en compte en appliquant un **taux forfaitaire de 7 % au montant des coûts directs éligibles** cités ci-dessus.

Ces coûts indirects peuvent par exemple couvrir les frais administratifs et frais de structure.

Liste des dépenses exclues :

- Frais de personnel directs,
- Les équipements basiques de type PC, tablettes, souris, clavier, caméra en tant que périphérique d'ordinateur « webcam », imprimante, scanner, etc. & logiciels bureautiques usuels (suite office...).
- Les devis ou factures inférieurs à un seuil de 3 000 € HT
- Les dépenses qui ne portent pas exclusivement sur les systèmes numériques.
- La taxe sur la valeur ajoutée (TVA),
- Les apports en nature,
- Les frais immobiliers,
- Les amendes, pénalités financières, frais de justice et de contentieux, exonérations de charges, Les frais débiteurs, agios et autres frais financiers, les aléas et les provisions pour risques
- Les dépenses inéligibles mentionnées dans les règlements européens⁴ et dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027
- Les dépenses bénéficiant déjà du soutien d'un autre fonds, programme, instrument de l'Union ou plan de relance tel que le Plan National de Relance et de Résilience (PNRR).

6. LES CRITERES DE SELECTION DES PROJETS

Les projets déposés seront sélectionnés au regard des critères suivants :

	Critères communs		Eléments d'appréciation de ces critères
BLOC I QUALITE /14	Raison d'être du projet, processus d'élaboration et cadre de réalisation	2	Intégration du projet dans une démarche territoriale ou une stratégie plus globale
	Appréciation du niveau de maturité du projet	2	Qualité de la méthode projet et adéquation objectifs du projet / besoin identifié
	Valeur ajoutée et impact du projet sur sa thématique ou le territoire	8	Dimension partenariale et caractère structurant du projet
			Plus-value du projet dans son domaine
			Viabilité et pérennité du projet
	Réponse aux enjeux de développement durable	2	Prise en compte des principes horizontaux et de la sobriété numérique
BLOC II PERFORMANCE /6	Capacité administrative du porteur	2	Moyens humains dédiés à la gestion du dossier
			Modalités de suivi du dossier européen et procédures internes mises en place
			Potentiel de certification des dépenses du projet

⁴ Règlement CPR (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes
Règlement (UE) 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FEDER

	Performance financière du projet	3	Adéquation entre les résultats escomptés et le coût du projet
	Contribution du projet aux indicateurs du PO	1	Niveau de contribution du projet à l'atteinte des valeurs-cibles des indicateurs de réalisation et de résultat du Programme

L'analyse de ces différents critères se fera au regard des éléments contenus dans l'ensemble du dossier de demande. L'ANNEXE 3 PRINCIPES HORIZONTAUX du dossier de demande est spécifiquement dédiée à l'analyse des principes horizontaux. Pour les autres critères, une partie supplémentaire est spécifiquement prévue dans le point 3 de l'ANNEXE 2 DESCRIPTION DETAILLEE DU PROJET.

7. LES INDICATEURS

La Commission européenne a renforcé les exigences en matière de suivi des objectifs à atteindre par les programmes cofinancés. Ces objectifs se traduisent par des indicateurs de réalisation et de résultats suivi à l'échelle des projets portés par les bénéficiaires. La Région, en tant que gestionnaire des fonds européens, rend compte plusieurs fois par an à la Commission du suivi de ces indicateurs.

Ce suivi est central car la Région :

- S'est engagée à atteindre des objectifs en 2029 et votre projet participe directement à l'atteinte de ces cibles ;
- Doit s'assurer que la donnée est cohérente, exact, qu'elle répond aux exigences de la Commission européenne en termes de qualité et de fiabilité (article 69 paragraphe 4 du règlement 2021/1060).

Par conséquent, les indicateurs font l'objet d'une instruction au même titre que l'ensemble du projet :

- Lors de l'instruction de votre dossier, les instructeurs vérifieront la bonne adéquation du choix des indicateurs retenus pour l'opération avec l'action concernée, des valeurs prévisionnelles et de références renseignées ainsi que des pièces justificatives que vous serez en mesure de fournir.
- Lors de la demande de paiement les instructeurs valideront les valeurs des indicateurs de réalisation retenues à la fin de l'exécution physique et financière du projet.

Les indicateurs relatifs à cet appel à projets :

➤ 7.1 Indicateurs de réalisation :

Référence sous e-Synergie	RCO14 - Instituts publics bénéficiant d'un soutien pour l'élaboration de services, produits et processus numériques
Définition	Nombre d'institutions publiques soutenues pour tirer parti des TIC et de l'innovation numérique afin d'améliorer leurs processus, usages et applications. La numérisation des processus, usages et applications publiques se réfère à l'usage des TIC et des innovations numériques pour le développement de processus, usages et applications par les institutions publiques. Les institutions publiques intègrent les institutions publiques locales, régionales et nationales. Les universités et institutions scientifiques ne sont pas concernées. L'indicateur mesure les porteurs de projet et non les bénéficiaires finaux.
Unité	Nombre de projets :
Au moment du dépôt de la demande de subvention :	Pièces justificatives à fournir : N° SIRET des organismes publics soutenus

Pièces justificatives à fournir et moment de valorisation	Valorisation : à l'achèvement du projet, lors du contrôle du service fait (CSF) de solde Sur la base des pièces justificatives suivantes : N° SIRET des organismes publics soutenus
<i>Cible à atteindre en 2029 par la Région</i>	41

➤ **7.2 Indicateurs de résultat :**

Référence sous e-Synergie	RCR11 - Utilisateurs de services, produits et procédés numériques publics nouveaux et réaménagés
Définition	<p>Nombre de personnes utilisant des services, applications ou processus numériques publics nouveaux ou améliorés introduits ou développés par des institutions publiques en résultat du soutien du FEDER.</p> <p>Les améliorations d'applications existantes peuvent être prises en compte si elles introduisent des changements significatifs, par exemple une nouvelle fonctionnalité (les simples mises à jour ne sont pas comptabilisées).</p> <p>Les utilisateurs sont caractérisés soit comme des citoyens individuels qui sont les clients des nouveaux services et applications publics soit comme le personnel de l'institution publique utilisant la nouvelle application. Les utilisateurs individuels ne peuvent pas être identifiés et une même personne/client utilisant un service en ligne peut être comptabilisée plusieurs fois dans l'année.</p>
Unité	Nombre de personnes
Au moment du dépôt de la demande de subvention :	Donnée déclarative de la part du porteur de projet
Pièces justificatives à fournir et moment de valorisation	<p>Valorisation : 1 an après la date de dépôt de la demande de paiement (DDP) de solde sur e-Synergie (le délai de 1 an débute à la date du dépôt de la DDP).</p> <p>Sur la base des pièces justificatives suivantes : collecte auprès des porteurs : les porteurs sont tenus de transmettre la donnée 1 an après la demande de paiement de solde.</p> <p>Le porteur doit mettre en place un dispositif de recueil du nombre d'utilisateurs (recensement du nombre de connexions : nombre de clics sur le service numérique par exemple)</p> <p>Cet indicateur correspond à la somme des utilisations individuelles des services, produits et procédés publics développés avec le soutien du FEDER au cours de l'année suivant la date de dépôt de la DDP de solde. La notion d'utilisateur est entendue au sens de visite / utilisation individuelle : un même utilisateur ayant recours à la même produits/service numériques plusieurs fois sera comptabilisé à chaque utilisation</p>
<i>Cible à atteindre en 2029 par la Région</i>	902 000

8. LA PROCEDURE DE CANDIDATURE

➤ 8.1 Le calendrier de dépôt des dossiers

Le calendrier de dépôt des dossiers du présent appel à projets est publié sur le site internet : <http://europe.maregionsud.fr/>

➤ 8.2 Le portail e-Synergie

Le dépôt en ligne des dossiers de demandes de subvention au titre du Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027 s'effectue par voie dématérialisée sur le **portail e-Synergie**.

Le portail e-SYNERGIE est accessible à l'adresse suivante : [E-Synergie - Portail \(synergie-europe.fr\)](https://synergie-europe.fr)

➤ 8.3 Les documents de l'appel à projets

Pour vous aider à déposer sur e-Synergie votre dossier de demande de subvention, il est nécessaire de prendre connaissance de l'ensemble des documents suivants joints à cet appel :

- Le calendrier de dépôt des dossiers.
- La notice d'aide à l'utilisation d'e-Synergie.
- La trame standard du dossier de demande de subvention e-Synergie.
- Les annexes au dossier de demande de subvention à compléter :
 - ANNEXE 1 PLAN DE FINANCEMENT
 - ANNEXE 2 DESCRIPTION DETAILLEE DU PROJET
 - ANNEXE 3 PRINCIPES HORIZONTAUX
 - ANNEXE 4 CRITERES D'ECO-CONDITIONNALITE (évaluation des incidences environnementales des projets d'investissements)
 - La grille info porteurs commande publique (et ses pièces jointes)
 - La lettre d'intention cofinanceurs
 - La grille des pièces à joindre

➤ 8.4 Les contacts et renseignements

Pour tout renseignement relatif au présent appel à projets, vous pouvez nous contacter **à partir du 29 janvier sur la base de la fiche de renseignements joint à l'appel**. Ce document permettra à nos équipes d'effectuer une première analyse et de vous formaliser un premier retour.

Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Direction des Affaires Européennes
Direction Déléguée FEDER – Service Innovation, Recherche, Numérique
04 91 57 54 07
FederOS1@maregionsud.fr en précisant en objet l'intitulé de l'appel.

9. LES MODALITES DE SELECTION

➤ 9.1 Recevabilité du dossier de demande de subvention

Une fois le dossier déposé et validé dans e-Synergie, une attestation de dépôt est générée automatiquement. Un dossier est jugé recevable selon des critères cumulatifs suivants :

- avoir été dûment daté et signé par la personne habilitée
- avoir été transmis dans les délais mentionnés dans l'appel à projets
- respecter les montants et/ou taux plancher et/ou plafond, indiqués dans l'appel à projets
- être accompagné par :
 - ✓ L'attestation sur l'honneur du bénéficiaire datée et signée
 - ✓ Les annexes de l'appel à projets dûment complétées.

Les dossiers irrecevables ne sont pas instruits et les porteurs de projets sont tenus informés de leur rejet ainsi que le comité régional de programmation.

➤ 9.2 Instruction

La Direction des Affaires Européennes de l'Autorité de Gestion procède à l'instruction des dossiers sur la base d'un rapport d'instruction type. Tout au long du processus, l'instructeur peut demander au porteur de projets les pièces complémentaires qu'il juge nécessaire.

L'instructeur examine dans un premier temps la conformité de la demande de subvention européenne à l'ensemble des critères d'éligibilité fixés dans l'appel à projets. Le constat du non-respect d'un de ces critères d'éligibilité entraîne l'arrêt de l'instruction et donne lieu à un avis défavorable motivé.

Les dossiers répondant aux critères d'éligibilité font ensuite l'objet de l'évaluation du projet au regard des critères de sélection. A l'issue de ses vérifications, analyses et, le cas échéant, recueil d'avis internes ou externes, l'instructeur attribue :

- ✓ Une note pour chacun des critères de sélection répondant à l'objectif de qualité et pour chacun des critères de sélection répondant à l'objectif de performance ;
- ✓ Une note globale correspondant à la somme des notes obtenues pour chaque objectif, c'est-à-dire qualité et performance.

Ces notes sont consignées dans la grille de notation annexée au rapport d'instruction.

Enfin, l'instructeur émet un avis motivé => Une demande ayant obtenu :

- ✓ au minima la moyenne sur chaque catégorie de critères de sélection reçoit un avis favorable,
- ✓ la moyenne uniquement sur une catégorie de critères de sélection reçoit un avis défavorable.

➤ 9.3 Présentation en comité de programmation

Le comité régional de programmation (CRP) est une instance coprésidée par le Président du Conseil Régional et le Préfet de Région. Les dossiers sont présentés en comité régional de programmation pour avis et dans l'ordre suivant :

- ✓ Les dossiers ayant reçu un avis favorable,
- ✓ Les dossiers ayant reçu un avis défavorable.

Les dossiers faisant l'objet d'une reprogrammation sont également présentés pour avis.

La liste des dossiers non recevables, abandonnés ou déprogrammés est présentée uniquement pour information.

➤ 9.4 Décision de l'autorité de gestion

L'autorité de gestion décide de la sélection et du rejet des dossiers après l'avis rendu par le comité régional de programmation. Les dossiers sélectionnés font l'objet d'une convention attributive de subvention. Les dossiers non sélectionnés, font l'objet d'une décision de refus motivée et susceptible de recours devant le tribunal administratif.

10. MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION EUROPEENNE

Après signature de l'acte attributif de subvention entre le bénéficiaire et l'autorité de gestion, la subvention européenne sera versée sous la forme :

- **d'un ou plusieurs acomptes** : sur justifications des dépenses acquittées et après application du taux FEDER conventionné aux dépenses éligibles retenues.
- **d'un solde** : sur justifications des dépenses acquittées et après application du taux FEDER conventionné aux dépenses éligibles retenues.

Aucune avance ne sera délivrée sur cet AAP.

11. LES OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES DES OPERATIONS SELECTIONNEES

Les bénéficiaires des opérations sélectionnées devront respecter plusieurs principes qui seront énoncés dans l'acte attributif de subvention et notamment les principes ci-dessous. Le non-respect de ces principes entraînera la diminution de la subvention européenne accordée et le cas échéant le reversement des sommes déjà perçues voire le retrait de la subvention (notamment en cas d'inéligibilité de l'opération entraînant la déprogrammation du dossier). Avant tout dépôt de demande de subvention européenne, il est donc nécessaire de consulter les informations relatives à ces principes figurant dans le guide du candidat et dans le guide du bénéficiaire.

➤ 11.1 Respect du principe de pérennité

Conformément au respect du principe de pérennité⁵, toute action comprenant un investissement dans une infrastructure ou un investissement productif ne pourra subir l'un des événements suivants dans les cinq ans à compter du paiement final au bénéficiaire ou dans la période fixée dans les règles applicables aux aides d'État, selon le cas :

- a) la cessation ou le transfert d'une activité productive en dehors du territoire au sein duquel elle a bénéficié d'un soutien;
- b) un changement de propriété d'une infrastructure qui procure à une entreprise ou à un organisme public un avantage indu;
- c) un changement substantiel affectant sa nature, ses objectifs ou ses conditions de mise en œuvre, ce qui porterait atteinte à ses objectifs initiaux.

D'autre part, toutes les pièces justificatives liées à opération doivent être conservée pendant une période minimum de 5 ans à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'Autorité de gestion verse le dernier paiement au bénéficiaire.

➤ 11.2 Respect du droit applicable

Conformément au règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes, les opérations soutenues par les Fonds européens doivent être conformes au « droit applicable », qui recouvre le droit de l'Union et le droit national relatif à son application.

Toute opération qui bénéficie d'une subvention européenne doit respecter le droit applicable notamment :

- Les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027 ;
- La législation applicable en matière de marchés publics ;
- La législation applicable en matière d'aides d'État ;
- La prévention des conflits d'intérêts ;
- Les exigences environnementales ;

⁵ Article 65 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

- La charte des droits fondamentaux ;
- Le Contrat d'engagement républicain (concerne les associations et fondations uniquement)

➤ **11.3 Respect de la visibilité de la subvention européenne**

Quel que soit le coût total éligible de l'opération et le montant de la subvention européenne accordée, les bénéficiaires doivent faire mention de cette subvention⁶. Les modalités de mise en œuvre de cette obligation sont détaillées sur <https://europe.maregionsud.fr>.

D'autre part, les bénéficiaires acceptent que

- La Région fasse figurer le projet dans la liste des opérations sélectionnées avec l'ensemble des informations exigées par l'article 49.3 du règlement UE 2021/1060,
- La Région communique sur son projet, son bilan et ses résultats,
- La Région soit associée à toute opération de communication relative à l'opération.

➤ **11.4. Suivi comptable de l'opération**

Tout bénéficiaire doit disposer d'une comptabilité séparée ou de codes comptables appropriés pour toutes les transactions relatives à l'opération.

12. LES OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE GESTION

➤ **12.1 Respect de la confidentialité**

L'Autorité de gestion s'engage à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice au bénéficiaire.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne.

➤ **12.2 Traitement et protection des données à caractère personnel**

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de la présente convention.

Toute donnée à caractère personnel sera traitée par l'Autorité de gestion conformément au règlement (CE) n° 2016/679 du 27 avril 2016.

Dans le cas d'une opération financée conformément à un régime d'aides d'état pris sur la base du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité, l'Autorité de gestion conserve le dossier détaillé sur l'aide octroyée pendant dix ans à compter de la date d'octroi de l'aide. Le dossier contient toutes les informations nécessaires pour établir que les conditions énoncées dans la réglementation relative aux aides d'état sont remplies, y compris des informations sur l'effet incitatif de l'aide et des informations permettant d'établir le montant exact des coûts admissibles afin d'appliquer le régime d'aide d'état sur lequel se fonde l'aide attribuée.

Les personnes dont les données à caractère personnel sont traitées disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, d'effacement et de portabilité de ces données qui peut être exercé en s'adressant au délégué à la protection des données de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, par courrier postal à l'adresse : 27 Place Jules Guesde 13481 Marseille Cedex 20, ou par courriel à l'adresse : dpd@maregionsud.fr

⁶ Article 50 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021